

Droits à paiement unique (DPU)

Formulaire de demande de prise en compte d'une fin de bail ou d'une fin de mise à disposition de DPU intervenant au plus tard le 15 mai 2010

7*Modèle à photocopier.*

Merci d'écrire en MAJUSCULES

**À faire parvenir à la DDT
au plus tard le 15 mai 2010****Les soussignés,**

NOM, PRÉNOMS, OU RAISON SOCIALE _____

ADRESSE _____

ci-après « *le Bailleur* » ou « *l'Associé* » identifié par le n° Pacage | | | | | | | | | | | | | | | |**et**

NOM, PRÉNOMS, OU RAISON SOCIALE _____

ADRESSE _____

ci-après « *le Preneur* » ou « *la Société* » identifié par le n° Pacage | | | | | | | | | | | | | | | |**Déclarent que :** le contrat de bail de DPU conclu en accompagnement du bail de terres entre le *Bailleur* et le *Preneur*,

ou

 la convention de mise à disposition de DPU en accompagnement de la mise à disposition de terres entre l'*Associé* et la *Société*,

a pris fin à la date du | | | | | | | | | | | | | | | |

Il convient de joindre à ce formulaire une copie du contrat de bail de DPU ou de la convention de mise à disposition de DPU.

Les parties demandent qu'à la date de fin de bail ou de fin de mise à disposition, les DPU soient transférés du *Preneur* ou de la *Société* vers le *Bailleur* ou l'*Associé*.**Les DPU récupérés au titre de cette fin de bail ou de cette fin de mise à disposition sont les DPU objet du bail ou de la convention de mise à disposition mentionné ci-dessus, tels qu'ils figurent sur la dernière lettre de notification reçue par le *Preneur* ou par la *Société*.**

Ils certifient que les renseignements figurant dans le présent formulaire sont sincères et véritables et joignent les pièces justificatives correspondantes.

FAIT À _____

Le | | | | | | | | | | | | | | | |

Signature des deux parties¹, précédée des mentions manuscrites « lu et approuvé ».

Pour chacune des parties, les signataires sont l'exploitant ou le gérant en cas de forme sociétaire, ou tous les associés en cas de GAEC.

LE PRENEUR ou LA SOCIÉTÉ¹

LE BAILLEUR ou L'ASSOCIÉ

Pièces justificatives à joindre :

– copie de la dénonciation ou de la non-reconduction du contrat du bail des DPU ou de la convention de mise à disposition des DPU à laquelle il est mis fin.

(1) En cas de conflit entre le *Bailleur* et le *Preneur* ou entre l'*Associé* et la *Société*, la signature du *Preneur* ou de la *Société* n'est pas indispensable si le *Bailleur* ou l'*Associé* fournit la preuve de la fin de bail ou de la fin de mise à disposition.